



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 1117

Texte de la question

POUVOIR D'ACHAT DES CLASSES MOYENNES

M. le président. La parole est à Mme Pascale Got, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. Mme Pascale Got. Monsieur le Premier ministre, les Français souffrent et, demain, ils seront dans la rue. Un rapport du CREDOC montre la dégradation de la situation des classes moyennes, car les dépenses incontournables augmentent tout simplement plus vite que les salaires. Une fois tout payé, pour un salaire moyen, il ne reste plus que 80 euros !

Derrière ces chiffres, il y a des choix politiques, vos choix politiques : les surloyers, le paquet fiscal, les franchises médicales, des taxes en tous genres, la faiblesse des retraites - que, soit dit en passant, vous ne payez toujours pas au 1er du mois...

Pourtant, vous mettez les classes moyennes au coeur de vos discours, mais vous les fourvoyez par vos mesures et vous les envoyez consommer dans les *low cost*. Or ce n'est pas votre prochain pansement fiscal qui réglera le problème.

Savez-vous pourquoi ? Parce qu'en pénalisant les classes moyennes par la réduction du pouvoir d'achat et la baisse de perspectives d'ascension sociale, vous remettez en cause la stabilité sociale de notre pays, et c'est grave. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Déjà les clignotants s'allument. À force de mépris politique, cynisme financier et maintenant violence économique et chômage, l'exaspération monte ; elle est à nos portes. Demain 19 mars, des millions de Français seront une nouvelle fois dans la rue. Une partie de la jeunesse ne croit plus en l'avenir, et les frustrations l'emportent sur les projets collectifs.

Monsieur le Premier ministre, personne ne peut s'en réjouir tant les conséquences peuvent être graves. Ne refaites pas l'histoire, cette triste histoire ! Ne détricotez pas la justice sociale si durement acquise ! Si vous persistez dans une politique Zébulon, une politique des mots et du geste, à la violence économique répondra la violence sociale ; ce n'est franchement pas souhaitable.

M. le président. Votre temps de parole est dépassé, madame la députée.

La parole est à M. Laurent Wauquiez, secrétaire d'État chargé de l'emploi.

M. Patrick Roy. Le Zébulon de la politique !

M. Laurent Wauquiez, *secrétaire d'État chargé de l'emploi*. Madame la députée, laissons Zébulon là où il est, car la question que vous avez posée est effectivement très importante. Vous avez évoqué la situation des classes moyennes dans la crise. Vous avez raison, madame la députée, de souligner qu'elles souffrent davantage que les autres, et particulièrement ceux qui risquent de perdre leur emploi.

Qu'a fait le Gouvernement pour essayer de protéger les classes moyennes ? (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Patrick Roy. Rien !

M. Laurent Wauquiez, *secrétaire d'État*. Je ne prétends pas qu'il y a des solutions miracles, mais je ne peux pas laisser dire que rien n'a été entrepris. Tenons-nous en aux faits : l'activité partielle, jusqu'alors payée 50 % du salaire brut, sera désormais rémunérée à hauteur de 80 % du salaire net. Les contrats courts, particulièrement les CDD qui peuvent concerner ces familles, feront l'objet d'une aide d'accompagnement exceptionnelle de 500 euros. Et pour ce qui est des allègements de l'impôt sur le revenu auxquels vous avez fait allusion, nous avons

fait en sorte que plus de 6 millions de foyers des classes moyennes puissent être protégés dans cette période difficile. Citons enfin les chèques emploi à domicile qui, là encore, seront réservés aux classes moyennes. Madame la députée, dans tous cet arsenal, il n'y a pas que des dispositifs gouvernementaux. Que vous critiquiez le Gouvernement, soit, mais je vous rappelle que bon nombre de ces instruments ont été portés par les partenaires sociaux, qui méritent aussi nos égards. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [Mme Pascale Got](#)

Circonscription : Gironde (5^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1117

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Emploi

Ministère attributaire : Emploi

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 19 mars 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 19 mars 2009